



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.350/2
du 2 juin 2022

advies 71.350/2
van 2 juni 2022

sur

over

un avant-projet de loi 'relative
au statut et au contrôle des
sociétés de bourse en ce qui
concerne certaines procédures
de recours accélérées auprès
du Conseil d'État'

een voorontwerp van wet 'op
het statuut van en het toezicht
op beursvennootschappen voor
wat betreft bepaalde versnelde
procedures voor beroep bij de
Raad van State'

Le 6 avril 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'relative au statut et au contrôle des sociétés de bourse en ce qui concerne certaines procédures de recours accélérées auprès du Conseil d'État'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 2 juin 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur, et Aurore PERCY, auditeur adjoint.

Henri CULOT, appelé en qualité d'expert sur la base de l'article 82 des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, a également présenté un rapport.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 juin 2022.

*

Op 6 april 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'op het statuut van en het toezicht op beursvennootschappen voor wat betreft bepaalde versnelde procedures voor beroep bij de Raad van State'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 2 juni 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur, en Aurore PERCY, adjunct-auditeur.

Henri CULOT, die als expert opgeroepen is op grond van artikel 82 van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft eveneens verslag uitgebracht.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 juni 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 2

1. Concernant l'article 36/22, 3^o, en projet de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique', dès lors que l'article 234 de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse' sera partiellement applicable à certaines sociétés de bourse en vertu de l'article 202, § 2, alinéa 2, de l'avant-projet de loi 'relative au statut et au contrôle des sociétés de bourse et portant dispositions diverses', à propos duquel un avis 71.352/2 est également donné ce jour par la section de législation, la disposition doit viser, outre les établissements de crédit, également les sociétés de bourse de taille importante. Ne pas les citer pourrait en effet conduire à une interprétation qui priverait ces dernières du recours prévu par la disposition à l'examen.

2. Toujours concernant l'article 36/22, 3^o, en projet de la loi du 22 février 1998, dans le souci d'adopter une terminologie uniforme pour l'ensemble de cet article, les termes « contre les décisions prises par la Banque en vertu des articles 234, § 2, 1^o à 12^o et 236, § 1^{er}, 1^o à 6^o de la loi du 25 avril 2014 précitée et contre les décisions équivalentes prises en vertu des articles 328, 329 et 340 de ladite loi » seront remplacés par les termes « contre les décisions prises par la Banque en vertu des articles 234, § 2, 1^o à 12^o, et 236, § 1^{er}, 1^o à 6^o, de la loi du 25 avril 2014 précitée, ainsi que des articles 328, 329 et 340 de ladite loi dans la mesure où ces derniers articles rendent les articles 234, § 2, et 236, § 1^{er}, applicables ».

3. Concernant l'article 36/22, 6^o, en projet de la loi du 22 février 1998, dans le texte français, les mots « eerste lid » seront remplacés par les mots « alinéa 1^{er} ».

4. Toujours concernant l'article 36/22, 6^o, en projet de la loi du 22 février 1998, dans le souci d'adopter une terminologie uniforme pour l'ensemble de cet article, les mots « contre les décisions prises par la Banque en vertu des articles 202, § 2, eerste lid, 1^o à 13^o et 204, § 1^{er}, 1^o à 7^o, de la loi du [XX 2022] précitée et contre les décisions équivalentes prises en vertu des articles 222 et 234 de ladite loi » seront remplacés par les mots « contre les décisions prises par la Banque en vertu des articles 202, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o à 13^o, et 204, § 1^{er}, 1^o à 7^o, de la loi du [XX 2022] précitée, ainsi que des articles 222 et 234 de ladite loi dans la mesure où ces derniers articles rendent les articles 202, § 2, alinéa 1^{er}, et 204, § 1^{er}, applicables ».

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

5. L'article 36/22, 22°, en projet de la loi du 22 février 1998 se réfère à des décisions qui pourraient être prises par la Banque nationale de Belgique « en vertu [...] de l'article 236, § 6[,] de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit [...] ».

Or, il résulte de l'article 401 de la loi du 25 avril 2014 que, notamment dans l'article 236, § 6, de cette loi, « les mots 'l'autorité de contrôle' sont remplacés par les mots 'la Banque centrale européenne' à la date du 4 novembre 2014 » en manière telle que cet article 236, § 6, doit à présent se lire comme suit :

« § 6. En cas d'infraction grave et systématique aux règles visées à l'article 45, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, ou § 2, de la loi du 2 août 2002, la Banque centrale européenne peut révoquer l'agrément, le cas échéant, sur demande de la Banque faisant suite à une demande de la FSMA selon la procédure et les modalités fixées par l'article 36bis de cette même loi ».

Il est donc erroné d'écrire dans le texte à l'examen que les décisions dont il est question à l'article 236, § 6, de la loi du 25 avril 2014 sont prises par la Banque nationale de Belgique.

Dès lors que la Banque centrale européenne est une institution de l'Union européenne (article 13 du Traité 'sur l'Union européenne') et que la Cour de justice de l'Union européenne est, en vertu de l'article 263 du Traité 'sur le fonctionnement de l'Union européenne', exclusivement compétente pour statuer sur la légalité des actes de la Banque centrale européenne, il n'est pas admissible de confier au Conseil d'État le contentieux relatif aux décisions prises par la Banque centrale européenne sur la base de l'article 236, § 6, de la loi du 25 avril 2014.

De l'accord du délégué du Ministre, les mots et signes « , de l'article 236, § 6[,] de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit » seront omis.

6. Plusieurs des points du dispositif font référence à la loi qui résultera de l'adoption de l'avant-projet de loi 'relative au statut et au contrôle des sociétés de bourse et portant dispositions diverses' faisant l'objet de l'avis 71.352/2 donné ce jour. L'avant-projet ne mentionne cependant pas l'intitulé complet qui est envisagé pour cette loi.

Le dispositif sera revu afin de corriger cette erreur.

Article 3

De l'accord du délégué du Ministre, l'entrée en vigueur de la loi à l'examen dans le présent avis doit coïncider avec celle de la loi 'relative au statut et au contrôle des sociétés de bourse et portant dispositions diverses' qui résultera de l'adoption de l'avant-projet à l'égard duquel la section de législation a donné, ce jour, l'avis 71.352/2.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 2

1. Krachtens artikel 202, § 2, tweede lid, van het voorontwerp van wet ‘op het statuut van en het toezicht op beursvennootschappen en houdende diverse bepalingen’, waarover de afdeling Wetgeving eveneens vandaag advies 71.352/2 uitgebracht heeft, zal artikel 234 van de wet van 25 april 2014 ‘op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen’ gedeeltelijk van toepassing zijn op bepaalde beursvennootschappen. Ten gevolge daarvan moet in het ontworpen artikel 36/22, 3°, van de wet van 22 februari 1998 ‘tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’ niet alleen naar de kredietinstellingen verwezen worden maar ook naar de grote beursvennootschappen. De grote beursvennootschappen onvermeld laten, zou immers kunnen leiden tot een interpretatie waarin die grote beursvennootschappen niet zouden beschikken over het rechtsmiddel waarin de voorliggende bepaling voorziet.

2. Nog steeds in verband met het ontworpen artikel 36/22, 3°, van de wet van 22 februari 1998 moeten, ten behoeve van een eenvormige terminologie voor heel dat artikel, de woorden “tegen de beslissingen die de Bank heeft genomen krachtens de artikelen 234, § 2, 1° tot 12° en 236, § 1, 1° tot 6° van de voormelde wet van 25 april 2014, en tegen gelijkaardige beslissingen genomen krachtens de artikelen 328, 329 en 340 van die wet” vervangen worden door de woorden “tegen de beslissingen die de Bank heeft genomen krachtens de artikelen 234, § 2, 1° tot 12°, en 236, § 1, 1° tot 6°, van de voormelde wet van 25 april 2014, alsook krachtens de artikelen 328, 329 en 340 van die wet voor zover die laatstgenoemde artikelen de artikelen 234, § 2, en 236, § 1, van toepassing verklaren”.

3. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 36/22, 6°, van de wet van 22 februari 1998 moeten de woorden “eerste lid” vervangen worden door de woorden “alinéa 1^{er}”.

4. Nog steeds in verband met het ontworpen artikel 36/22, 6°, van de wet van 22 februari 1998, moeten, ten behoeve van een eenvormige terminologie voor heel dat artikel, de woorden “tegen de beslissingen die de Bank heeft genomen krachtens de artikelen 202, § 2, eerste lid, 1° tot 13° en 204, § 1, 1° tot 7° van de voormelde wet van [XX 2022], en tegen

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

gelijkaardige beslissingen genomen krachtens de artikelen 222 en 234 van die wet” vervangen worden door de woorden “tegen de beslissingen die de Bank heeft genomen krachtens de artikelen 202, § 2, eerste lid, 1° tot 13°, en 204, § 1, 1° tot 7°, van de voormelde wet van [XX 2022], alsook krachtens de artikelen 222 en 234 van die wet voor zover die laatstgenoemde artikelen de artikelen 202, § 2, eerste lid, en 204, § 1, van toepassing verklaren”.

5. Het ontworpen artikel 36/22, 22°, van de wet van 22 februari 1998 refereert aan beslissingen die door de Nationale Bank van België genomen zouden kunnen worden “krachtens (...) artikel 236, § 6[,] van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen (...)”.

Uit artikel 401 van de wet van 25 april 2014 volgt echter dat, onder andere in artikel 236, § 6, van die wet, “het woord ‘toezichthouder’ met ingang van 4 november 2014 vervangen [wordt] door de woorden ‘Europese Centrale Bank’”, zodat dat artikel 236, § 6, nu als volgt moet worden gelezen:

“§ 6. Bij ernstige en stelselmatige overtreding van de regels bedoeld in artikel 45, § 1, eerste lid, 3°, of § 2[,] van de wet van 2 augustus 2002, kan de Europese Centrale Bank de vergunning herroepen, in voorkomend geval op verzoek van de Bank, ingevolge een verzoek van de FSMA, volgens de procedure en de regels bepaald bij artikel 36*bis* van diezelfde wet”.

In de voorliggende tekst wordt dus verkeerdelijk vermeld dat de beslissingen waarvan in artikel 236, § 6, van de wet van 25 april 2014 sprake is door de Nationale Bank van België genomen worden.

Aangezien de Europese Centrale Bank een instelling van de Europese Unie is (artikel 13 van het Verdrag ‘betreffende de Europese Unie’) en aangezien krachtens artikel 263 van het Verdrag ‘betreffende de werking van de Europese Unie’ alleen het Hof van Justitie van de Europese Unie bevoegd is om uitspraak te doen over de wettigheid van de handelingen van de Europese Centrale Bank, kan niet aanvaard worden dat geschillen over beslissingen die door de Europese Centrale Bank op grond van artikel 236, § 6, van de wet van 25 april 2014 genomen zijn aan de Raad van State toegewezen worden.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de woorden “, artikel 236, § 6[,] van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen” weggelaten moeten worden.

6. In verschillende bepalingen van het dispositief wordt verwezen naar de wet die zal ontstaan door het aannemen van het voorontwerp van wet ‘op het statuut van en het toezicht op beursvennootschappen en houdende diverse bepalingen’, waarover vandaag advies 71.352/2 uitgebracht is. Het opschrift dat die wet moet krijgen, wordt in het voorontwerp evenwel niet integraal overgenomen.

Het dispositief moet aldus herzien worden dat die vergissing rechtgezet wordt.

Artikel 3

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de voorliggende wet tegelijk in werking moet treden met de wet 'op het statuut van en het toezicht op beursvennootschappen en houdende diverse bepalingen', die zal ontstaan door het aannemen van het voorontwerp waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 71.352/2 uitgebracht heeft.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT